



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DU COMMISSARIAT DES ARMÉES (SCA)

Plate-Forme Commissariat Ouest (PFC-Ouest)

Contact : pfc-ouest-dap-bfo.charge-rel-entr.fct@intradef.gouv.fr



SERVICE DU COMMISSARIAT DES ARMÉES PLATE-FORME COMMISSARIAT OUEST

Quartier Foch - BP 22
35 998 RENNES CEDEX 9

Objet de la consultation :

**Formation des mécaniciens de l'armée de l'Air et de l'Espace
sur MIRAGE 2000**

Règlement de la consultation Phase offre

**L'offre de chaque candidat doit être déposée au plus tard
aux date et heure fixées sur la plateforme des achats de l'Etat
(« PLACE »)**

Niveau de classification¹

MD	MA	MS	NP
		X	

MARCHE DE DEFENSE

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - ACHETEUR	3
ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION	3
3.1 - Procédure de passation	3
3.2 - Code CPV (Vocabulaire commun des marchés publics)	3
3.3 - Allotissement – lieux d'exécution	3
3.4 - Forme et étendue de l'accord-cadre	4
3.5 - Durée et reconduction de l'accord-cadre.....	4
3.6 - Variantes.....	4
3.7 - Prestations supplémentaires éventuelles	4
ARTICLE 4 - INFORMATION DES CANDIDATS	4
4.1 - Contenu des documents de la consultation	4
4.2 - Modalités de retrait et de consultation des documents	4
4.3 - Modification de détail des documents de la consultation	4
ARTICLE 5 - OFFRE.....	5
5.1 - Présentation de l'offre	5
5.2 - Examen des offres	5
5.3 - Critères d'attribution	5
5.4 - Négociation.....	6
5.5 - Durée de validité des offres	7
5.6 - Conditions de remise des plis et modalités de signature électronique	7
ARTICLE 6 - ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE	7
6.1 - Documents à fournir.....	7
6.2 - Signature de l'accord-cadre ou du marché	8
ARTICLE 7 - DISPOSITIF SOCIAL DU MILITAIRE BLESSE	8
ARTICLE 8 - ENGAGEMENT RSE DU MINISTERE.....	8
ARTICLE 9 - LANGUE	8
ARTICLE 10 - CONTENTIEUX	9

ARTICLE 1 - ACHETEUR

MINISTÈRE DES ARMÉES
PLATE-FORME COMMISSARIAT OUEST
Division achats publics - Bureau Achats Formation
Quartier Foch – BP 22
35998 RENNES CEDEX 9

La Plate-Forme Commissariat Ouest (PFC-Ouest) agit pour toutes les formalités de :

- lancement de la consultation ;
- notification de l'accord-cadre ;
- notification des bons de commandes ;
- reconduction de l'accord-cadre ;
- non reconduction de l'accord-cadre ;
- résiliation de l'accord-cadre ;
- modification de l'accord-cadre ;
- suivi administratif de l'accord-cadre ;
- règlement amiable.

Son directeur est le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA).

ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de la formation des mécaniciens de l'armée de l'Air et de l'Espace sur MIRAGE 2000.

ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1 - Procédure de passation

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande. Il est passé selon la procédure avec négociation, en application des articles R.2324-3 du code de la commande publique.

3.2 - Code CPV (Vocabulaire commun des marchés publics)

Code CPV : 80650000-5 : Formation et simulation dans le domaine des aéronefs, missiles et spatonefs militaires

3.3 - Allotissement – lieux d'exécution

3.3.1 Allotissement

L'accord-cadre n'est pas alloti.

3.3.2 Lieux d'exécution

Les formations seront réalisées sur la Base Aérienne 133 de Nancy-Ochey au sein de l'ESTA (Escadron de Soutien Technique Aéronautique) 15.003 « Malzéville » :
 Base Aérienne 133 NANCY
 CS 40334
 54201 TOUL CEDEX.

3.4 - Forme et étendue de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande, comme défini aux articles L.2325-1.1°, R.2362-1, R.2362-2, R.2362-5 à R.2362-6, et R.2362-8 du code de la commande publique, sans montant minimum avec un maximum défini comme suit :

- Montant maximum du marché sur la période ferme (4 ans) : 7 132 000 € HT, soit 8 558 400 € TTC.

Le montant maximum sur 4 ans est reconductible annuellement au bout de la quatrième année d'exécution, au *pro rata temporis*, pour chaque période de reconduction.

Prestations similaires :

Conformément à l'article R.2322-12 du code de la commande publique, l'acheteur se réserve le droit de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence portant sur des prestations similaires, dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

3.5 - Durée et reconduction de l'accord-cadre

Le marché est conclu pour une durée ferme de quatre (4) ans à compter de sa date de notification. Il est reconductible tacitement par périodes successives de douze (12) mois, à chaque date anniversaire de la notification initiale, dans la limite de trois (3) reconductions, sans que la durée totale du marché ne puisse excéder sept (7) ans.

3.6 - Variantes

Les variantes sont interdites.

3.7 - Prestations supplémentaires éventuelles

Sans objet.

ARTICLE 4 - INFORMATION DES CANDIDATS

4.1 - Contenu des documents de la consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est constitué des éléments suivants :

- le présent règlement de la consultation (RC) ;
- l'acte d'engagement (ATTRI 1) et ses annexes (Annexe financière et cadre de réponse technique) ;
- le cahier des clauses particulières (CCAP) et ses annexes ;
- le cahier des clauses Techniques particulières (CCTP) et son annexe.

4.2 - Modalités de retrait et de consultation des documents

Les documents sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise> .

4.3 - Modification de détail des documents de la consultation

La présente phase de consultation porte sur la remise des offres.

Les pièces techniques (telles que le CCAP et le CCTP) pourront être modifiées de manière non substantielle jusqu'à 15 jours avant la date limite de remise des offres (DLRO) lors de la phase offre.

Ces modifications ne seront communiquées qu'aux opérateurs économiques ayant été dûment identifiés lors du retrait du dossier.

Les candidats doivent répondre sur la base du dernier dossier mis à jour.

Un candidat ayant déjà remis un pli avant modification pourra en remettre un nouveau sur la base du dernier dossier modifié, dans le respect des date et heure limites de remise des plis.

Dans l'hypothèse où la date de remise des offre ne permettrait pas de prendre en compte les modifications dans un délai suffisant, cette date sera reportée par l'acheteur. Les candidats identifiés seront informés de ce report.

ARTICLE 5 - OFFRE

5.1 - Présentation de l'offre

Les documents à fournir au titre de l'offre sont :

- l'acte d'engagement¹ (ATTRI 1) ;
- l'annexe financière (annexe 1 à l'ATTRI1);
- le cadre de réponse technique (annexe 2 à l'ATTRI1) ;
- un RIB.

5.2 - Examen des offres

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables au sens de l'article L.2352-1 du code de la commande publique sont éliminées.

Toutefois, l'acheteur peut inviter les candidats à régulariser les offres irrégulières à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses, et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

Les offres inacceptables peuvent devenir acceptables au cours de la négociation, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

L'acheteur peut demander aux candidats de préciser la teneur de leur offre. Cette demande ne peut ni aboutir à une négociation ni à une modification de l'offre.

5.3 - Critères d'attribution

Le marché sera attribué au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, appréciée selon les critères pondérés suivants.

Le cadre de réponse technique (annexe 2) doit obligatoirement être joint à l'offre.

La non utilisation du cadre de réponse, ou le non-respect de son formalisme, est amputable de 5 points sur la note technique.

¹ L'acte d'engagement n'a pas à être obligatoirement signé lors de son dépôt. Seul le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre devra le signer (de façon électronique ou manuscrite) avant notification. Toutefois, afin d'optimiser les délais de procédure, l'acheteur offre la possibilité aux candidats de le transmettre signé au moment du dépôt de l'offre.

CRITERE TECHNIQUE Noté sur 70 points et apprécié au regard du contenu du cadre de réponse technique remis par le candidat.		Détail de la notation	Note global du sous-critère
Sous-critère 1 Compétences techniques du personnel formateur (Moyenne des notes obtenues par l'ensemble des formateurs affectés à la mission)	Expériences civile ou militaire dans le domaine de la mécanique aéronautique = 13 points: - Nombre d'années d'expérience en tant que technicien sur M2000 > ou = 3 ans et < ou = 4 ans : 4 points - Nombre d'années d'expérience en tant que technicien sur M2000 > 4 ans et < ou = 5 ans : 5 points - Nombre d'années d'expérience en tant que technicien sur M2000 > 5 ans et < ou = 7 ans : 7 points - Nombre d'années d'expérience en tant que technicien sur M2000 > 7 ans et < ou = 10 ans : 10 points - Nombre d'années d'expérience en tant que technicien sur M2000 > 10 ans : 13 points	13 pts	25 pts
	Fonction d'encadrement de type chef d'équipe ou chef de ligne déjà exercée dans le domaine de la mécanique aéronautique = 7 points - Nombre d'années d'exercice de la fonction > 2 ans et < ou = 4 ans : 1 point - Nombre d'années d'exercice de la fonction > 4 ans et < ou = 7 ans : 4 points - Nombre d'années d'exercice de la fonction > 7 ans : 7 points	7 pts	
	Fonction APRSeur BeX, (capable de signer la remise en service d'un aéronef)	3 pts	
	Participation/ expérience des formateurs à des exercices opérationnels	2 pts	
Sous-critère 2 : Ingénierie pédagogique	Le candidat fera la démonstration de son approche pédagogique (la méthode utilisée, présentation du livret du suivi de la progression sous forme papier ou numérique...).	15 pts	45 pts
	Planning de formation par demi-journée pour chaque spécialité en précisant le temps estimé pour chaque phase et opérations. 30 points	30 pts	

Toute note inférieure à 35 points/ 70 au critère technique sera éliminatoire.

CRITERE PRIX Noté sur 30 points	L'étude financière sera effectuée sur la base d'une simulation de commandes annuelles fictive avec le nombre estimatif de sessions décrit à l'article 5.2 du CCTP pour chaque sous-poste. Le prix total de cette simulation de commande sera noté sur 30 points. L'offre la moins-disante obtient 30 points. Les autres offres sont notées par application de la formule suivante : offre la moins-disante / offre examinée x 30
---	---

L'offre économiquement la plus avantageuse est celle qui obtient la meilleure note sur 100.

5.4 - Négociation

L'acheteur pourra négocier l'ensemble des offres selon l'article R2324-3 du code de la commande publique.

Toutefois, l'acheteur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation

5.5 - Durée de validité des offres

Les offres sont valables 180 jours à compter de la date limite de remise de la dernière offre.

5.6 - Conditions de remise des plis et modalités de signature électronique

Les plis seront déposés sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

ARTICLE 6 - ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE

6.1 - Documents à fournir

Dans tous les cas, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre n'est pas tenu de fournir ces justificatifs et moyens de preuves que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans sa candidature ou son offre toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Conformément à l'arrêté du 29 mars 2017 modifiant l'arrêté du 25 mai 2016 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession, et lorsque le profil d'acheteur le permet, le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre, n'est pas tenu de fournir le certificat attestant la souscription des déclarations et paiements prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales.

En cas d'impossibilité de se procurer le certificat ci-dessus directement auprès des administrations ou organismes, l'acheteur en demande communication au soumissionnaire dans le courrier l'informant que son offre est susceptible d'être retenue. Le soumissionnaire établi à l'étranger produit des certificats établis par les administrations et organismes du pays d'origine.

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre devra fournir, dans un délai fixé par l'acheteur, les documents suivants :

- l'ensemble des justificatifs et moyens de preuve relatifs à l'aptitude et aux capacités du candidat;
- le cas échéant, les pièces prévues aux articles R. 1263-12 du code du travail et relatives aux travailleurs détachés ;
- le cas échéant, les pièces prévues aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail et relatives aux travailleurs étrangers ;
- le cas échéant un certificat attestant la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-2 à L. 5212-5 du code du travail ;
- le cas échéant le certificat attestant le versement régulier des cotisations légales aux caisses qui assurent le service des congés payés et du chômage intérimaires ;
- un extrait K ou Kbis ou équivalent ;
- en cas de redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés ;
- un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal.

En cas de groupement, le soumissionnaire devra fournir un mandat entre membres signé par chaque mandant. En l'absence du document signé, le marché ne pourra être attribué au soumissionnaire.

Le soumissionnaire établi à l'étranger produit des certificats établis par les administrations et organismes du pays d'origine.

6.2 - Signature de l'accord-cadre ou du marché

Seul le candidat retenu est tenu de signer les documents de l'accord-cadre. S'il ne l'a pas signé lors de la remise de son offre, l'acte d'engagement lui sera transmis pour signature.

Il est rappelé que ces documents ne peuvent être signés que par une personne en capacité d'engager l'opérateur économique.

Dans le cas d'une signature électronique, celle-ci doit reposer sur un certificat qualifié en cours de validité de niveau 3 ou 4 conforme au règlement eIDAS (Règlement du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur).

A défaut, les documents seront considérés comme non signés.

Si le candidat retenu ne peut signer l'acte d'engagement dans le délai qui lui sera imparti dans la lettre d'envoi de l'acte d'engagement, il sera éliminé et la même demande sera adressée au candidat suivant dans l'ordre de classement des offres.

ARTICLE 7 - Dispositif social du militaire blessé

Une considération sociale est prévue dans le cadre de l'exécution du présent marché, il s'agit du dispositif du militaire blessé.

Ce dispositif permet à un militaire blessé, suivi par Défense mobilité, de découvrir un métier, un secteur d'activité, le monde de l'entreprise, confirmer ou infirmer un projet professionnel, en réalisant un stage dans l'entreprise titulaire du marché.

Les modalités d'exécution de ce dispositif sont précisées dans les documents particuliers du marché.

Annexe 4 du CCAP : Fiche réflexe - mise en place du dispositif social du militaire blessé

ARTICLE 8 - ENGAGEMENT RSE DU MINISTERE

Le ministre des Armées est engagé dans une démarche d'achats responsables avec l'obtention des labels « égalité professionnelle femmes hommes » et « Relations Fournisseurs et Achats Responsables (RFAR) ».

Des informations complémentaires sur les engagements du ministère des Armées et les démarches de labellisation sont disponibles sur le site www.achats.defense.gouv.fr

En outre, ce site a pour objectifs d'accueillir, orienter et informer les entreprises intéressées par les achats émanant du Ministère des Armées. Le site publie une information actualisée sur les avis d'appels publics à la concurrence des services acheteurs du ministère par interface avec la plateforme des achats de l'Etat (PLACE), les prévisions d'achats du ministère et les demandes d'information 5DI/RFI) ainsi que les données essentielles.

ARTICLE 9 - LANGUE

Les documents et informations doivent être rédigés en langue française ou, à défaut, être accompagnés d'une traduction en français.

En cas de candidature sous forme de DUME simplifié, ce dernier doit être rédigé en français.

ARTICLE 10 - CONTENTIEUX

L'instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est le :

Tribunal administratif de Rennes
Hôtel de Bizien
3 Contour de la Motte – CS 44416
35044 Rennes cedex
Téléphone : 02 23 21 28 28
Télécopieur : 02 99 63 56 84
Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

PROJET